

## Éditorial

Les hôpitaux, comme les cliniques ou les laboratoires d'analyse médicale ont besoin d'argent pour se développer. Dans le cadre du plan Ma Santé 2022, l'État s'est engagé à reprendre une partie de la dette des hôpitaux. Pendant des décennies, le capital des cliniques privées a été détenu majoritairement par les praticiens eux-mêmes mais cette période est révolue. Des groupes de cliniques se sont constitués, avec l'arrivée de nouveaux investisseurs. Après les cliniques, ce sont dorénavant les laboratoires de biologie médicale qui sont concernés. Les six premiers groupes de biologie médicale (Biogroup, Cerba, Innovie, Synlap, Unilabs, Eurofins) représentent désormais plus de 60 % de l'offre privée. Mais le mouvement de financiarisation de la santé ne semble pas vouloir s'arrêter. Il touche dorénavant les centres de radiologie et le secteur du premier recours.

Dans son rapport « **Charges et produits 2024** » publié en juillet dernier, la CNAM délivre une première réflexion sur ces questions. Car l'arrivée de ces nouveaux acteurs financiers est en train de bouleverser les équilibres au sein du système de santé, les professionnels de santé n'étant plus maîtres de leur outil de travail.

En 2023, le nombre de nouveaux cancers, toutes localisations confondues, est estimé à 433 136 cas. Les taux d'incidence de cancers restent beaucoup plus élevés chez les hommes que chez les femmes (+29 %). **Mais, au cours de la période 2010-2023**, l'incidence annuelle est en légère baisse pour les hommes (-0,3 % par an) et a progressé de 0,4 % chez les femmes. On notera la forte progression (plus de 2 % par an) de l'incidence des mélanomes de la peau pour les hommes.

**Pour les femmes**, la plus forte progression concerne le cancer du poumon (+ 4 % par an). L'augmentation du taux d'incidence est supérieure à 2 % par an pour les cancers féminins du foie, du pancréas, et pour les mélanomes. De quoi nourrir les débats sur la politique de lutte contre les cancers.

(Incidence des principaux cancers en France métropolitaine en 2023 et tendances depuis 1990- BEH 12 - 13

4 juillet 2023).

Le remaniement ministériel du mois de juillet a apporté des changements significatifs dans le pilotage des politiques sociales. **Aurélien Rousseau**, directeur de l'ARS Ile de France pendant la crise sanitaire, puis directeur de cabinet de la première ministre a remplacé le Pr Braun. **Mme Aurore Bergé** (ancienne cheffe du groupe parlementaire Renaissance à l'Assemblée nationale) est la nouvelle ministre des solidarités et des familles, alors que **Mme Fadila Khattabi**, ancienne présidente de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, devient ministre déléguée chargée des Personnes handicapées. **Mme Agnès Firmin**, ministre déléguée auprès du ministre de la santé, est la seule personnalité politique à conserver ses attributions.

Comment faire face à une "croissance phénoménale d'activité" à effectif en légère baisse. C'est l'équation à laquelle ont été confrontés les ophtalmologistes (et bien d'autres spécialistes) au cours des 20 dernières années. Lors d'une conférence de presse le 7 juillet dernier, le Dr Thierry Bour, président du syndicat professionnel (SNOF), s'est félicité d'avoir réussi ce pari. "Après le Covid, il s'est passé l'inverse que ce qui était prédit", a indiqué le Dr Thierry Bour. Les délais moyens de prise en charge sont passés de 90 jours en 2017 à 48 jours en 2022, tandis que les délais médians, eux, sont passés de 66 jours à 28 jours sur la même période. Les ophtalmos seraient ainsi parvenus à réduire significativement les délais de rendez-vous en à peine cinq ans, d'après les résultats de plusieurs enquêtes inédites rendus publics par le syndicat. Est-ce que les usagers partagent l'optimisme du Dr Bour ? Une analyse approfondie serait nécessaire pour en comprendre les mécanismes profonds. La participation d'assistants médicaux et d'orthoptistes, et une organisation "à la chaîne", avec un temps d'examen médical réduit ont sans doute contribué à ce "succès", rendue possible également par une participation financière accrue des assurés. Les ophtalmologues libéraux exercent majoritairement en secteur à honoraires libres, ce qui leur offre la possibilité de rémunérer des adjoints. (source : [EGORA](#))

65 %

En 2019 53 % des praticiens étaient amenés à refuser de prendre en charge de nouveaux patients ; ils sont désormais 65 % en 2022.

**Études et résultats, n° 1267,**  
Paru le 25/05/2023 (DREES).



### **Claude Got**

En 1972, le nombre de morts sur la route atteint le **record de 16 545 tués**. Malgré l'opposition des défenseurs des libertés individuelles, **Claude Got**, médecin anatomo-pathologiste, spécialiste en accidentologie, conseille au gouvernement de rendre obligatoire le port de la ceinture et de limiter la vitesse. En juin 1973, le gouvernement de Pierre Messmer impose cette mesure et limite la vitesse à



### **Véronique Trillet-Lenoir**

Véronique Trillet-Lenoir a mené de front une carrière hospitalo-universitaire et politique. Présidente du

100 km/heure. À partir de 1975, le nombre de morts ne cessera plus de diminuer (3 200 en 2022).

**Avec Gérard Dubois, Albert Hirsch, François Grémy et Maurice Tubiana, Claude Got faisait partie de ceux qu'on a appelé dans les années 80 "les cinq sages de la santé publique".** En 1989, le rapport de ces cinq experts fut à l'origine de la loi Evin. Les recommandations du Pr Got, en dépit de virulentes oppositions, sur la vitesse, l'alcool ou le tabac, ont permis de sauver des milliers de vies. Claude Got est décédé le 11 août dernier, près de Bruxelles; D'après Le Monde (réservé aux abonnés)

directoire du Cancéropôle Lyon Auvergne Rhône-Alpes entre 2013 et 2020, elle entre en politique en 2015, en se faisant élire conseillère régionale d'Auvergne Rhône-Alpes. Elle est élue deux ans plus tard sur la liste Renaissance lors des élections européennes (2019). Rapporteuse en 2022 du plan cancer européen, Mme Trillet-Lenoir est décédée à 66 ans.

## SANTÉ

### DENGUE

Plus de 130 pays sont affectés par la dengue, qui affecte désormais tous les continents, y compris l'Europe, affirme l'OMS. En France, l'année 2022 a été marquée par une épidémie jugée « exceptionnelle » par Santé publique France, avec 378 cas importés et neuf épisodes de transmission autochtone totalisant 66 cas de contamination sur le sol français. **Du 1er mai au 4 août 2023**, 256 cas de dengue, ont été identifiés en France métropolitaine, dans le cadre de la surveillance renforcée (Santé publique France). (Le Monde)

### MORTALITÉ ROUTIÈRE

La mortalité routière en 2022 (3 260 décès) se retrouve à peu près à son niveau d'avant la crise de covid19. Cette stabilité cache une forte progression de la mortalité sur autoroute (188 morts en 2022, soit 57 de plus qu'en 2021). (chiffres-clés)

### TENEUR EN SEL DE LA BAGUETTE

La teneur en sel de la baguette a baissé « de plus de 20 % » depuis 2015, selon le ministère de l'agriculture. La filière boulangerie, qui réunit meuniers, artisans boulangers, industriels et distributeurs, s'était engagée lors du Salon de l'agriculture en 2022 à ne pas dépasser le seuil de 1,5 gramme de sel pour 100 grammes dans les pains courants. (Le Monde)

### NOYADES

Entre le 1er juin et le 12 juillet 2023, 362 noyades ont été enregistrées en France dont 109 décès (30 %). Le nombre de décès reste stable par rapport à 2021. (Santé publique France)a

### DÉCROCHAGE DU TABAC

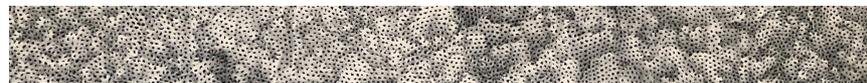
L'OFDT (office français des drogues et des toxicomanies) vient de publier un état de la littérature sur le rôle des

inégalités sociales de santé dans les parcours de "décrochage" du tabac. <https://bit.ly/TABATRAJ>

### **DÉPISTAGE DES CANCERS EN PANNE**

Le dépistage du cancer du sein a été affecté par la pandémie de Covid-19. Moins d'une femme sur deux y participe ([Santé publique France](#)).

Par ailleurs, près de 35 % de la population a réalisé un test de dépistage du cancer colorectal en 2021-2022, un chiffre stable par rapport à la période précédente (2020-2021) mais toujours en-deçà du standard européen (45 %) ([Santé publique France](#)).



## **ORGANISATION DES SOINS**

### **VACCINATION**

Depuis le 10 août, pharmaciens, infirmiers et sages-femmes sont autorisés à prescrire l'ensemble des vaccins du calendrier vaccinal, à l'exception des vaccins vivants atténués chez les personnes immunodéprimées, et sous certaines conditions. ([Ordre national des pharmaciens](#))

### **4 ÈME ANNÉE DE MEDECINE GÉNÉRALE**

La nouvelle maquette du DES de médecine générale, intégrant une quatrième année d'internat, a été publiée au Journal officiel ([communiqué](#)).

### **CENTRES MÉDICAUX 7/7**

La sécurité sociale n'aime pas beaucoup les Centres médicaux 7/7 (voir Santé à voix haute n°63). Dans le rapport Charges et produits 2024, la CNAM propose de limiter la création de ces centres (proposition 11), sans expliquer les raisons de ce choix.

### **DÉCONVENTIONNEMENT DES CENTRES ALLIANCE VISION**

Après le déconventionnement de cinq centres de santé du groupe Alliance Vision au début de l'année, l'Assurance-maladie a annoncé vendredi 21 juillet que treize autres allaient l'être à leur tour, pour une durée de cinq ans. Des actions pénales sont en cours, suite au dépôt de 27 plaintes par les Caisses primaires d'assurance maladie depuis juin 2021 pour un préjudice estimé pour le moment à 7,8 millions €. Un montant qui « pourrait être réévalué à près de 21 millions € au total pour l'ensemble du réseau, selon les premiers éléments de l'enquête ». ([Actu.fr](#))

### **FERMETURE DES URGENCES LA NUIT EN MAYENNE**

Depuis le lundi 3 juillet et durant toute la période estivale, les trois services d'accueil des urgences du département de la Mayenne ont fermé leurs portes de 18h30 à 8 heures du matin. Les usagers doivent systématiquement s'adresser au centre 15 au préalable. [EGORA](#)

### **LE FUTUR CHU DE SAINT-OUEN CONTESTÉ**

Le tribunal administratif de Montreuil a annulé la déclaration d'utilité publique du projet du futur CHU de Saint-Ouen porté par l'AP-HP, en référence notamment à la baisse du nombre de lits d'hospitalisation. L'AP-HP va faire appel de cette décision, appel qui sera accompagné d'une demande de sursis à exécution. [Le Monde](#), [APHP](#)

### **INFIRMIERS DE PRATIQUE AVANCÉE**

**Dans un [audit flash](#)**, la Cour des comptes a identifié les nombreux freins à la multiplication des postes d'infirmier de pratique avancée (IPA). Pour le moment, le nombre de personnes en activité est très inférieur aux prévisions. Le Dr Luc Duquesnel, président du syndicat CSMF des

médecins généralistes, qui exerce au sein du pôle libéral de Mayenne, veut au contraire promouvoir ce type de collaborations. Après une première embauche, l'équipe médicale du pôle cherche à recruter un deuxième poste d'infirmier IPA.

### UNE GÉNÉRATION SANS CARIE ?

Deux syndicats de chirurgiens-dentistes (CDF et FSDL) ont signé avec l'assurance maladie et l'UNOCAM (complémentaires) la nouvelle convention 2023-2028. L'accord fixe l'objectif de faire émerger une génération sans carie, s'appuyant sur un suivi annuel pour les 3-24 ans. La convention prévoit que, dans certaines zones jugées insuffisamment dotées, l'installation ne sera possible qu'à la condition du départ d'un autre praticien. Cette régulation s'appliquera aussi aux centres dentaires. (Le Monde)



## SANTÉ NUMÉRIQUE

### TÉLÉSURVEILLANCE

Depuis le 1er juillet, cette branche de la télémédecine est remboursée par la Sécurité sociale. La France est le premier pays européen à organiser la prise en charge de cette pratique. (Le Monde, Ameli)

### TÉLÉMÉDECINE EN GARE

La société SNCF Gares et connexion, en charge de la gestion et du développement des gares, a publié un avis de mise en concurrence en février dernier, visant à équiper 1 735 gares de cabines de télémédecine. Ces stations pourront être installées dans les halls, sur les parvis ou dans les parkings des gares, situées dans des zones sous-dotées. (Egora)

### MESSAGERIE SÉCURISÉE : UNE DIFFUSION PARTICULIÈREMENT LENTE

La messagerie sécurisée de santé (MSSanté), "brique" de Mon espace santé, n'est pas encore intégrée dans les usages quotidiens de nombreux professionnels de santé selon la Délégation au numérique en santé (DNS). La DNS a présenté une série de mesures pour y remédier, lors du 9<sup>ème</sup> Conseil du numérique en santé (CNS). (TICsanté)

### CARTE VITALE NUMÉRIQUE : VERSION TEST

L'application Carte Vitale est disponible en version Beta (pré-version qui peut comporter des bugs, avant sa diffusion à grande échelle) sous iOS & Android dans les départements 06-44-63-67-69-71-72-76. Son utilisation suppose l'installation de l'application sur le mobile de l'assuré et sur celui du professionnel de santé.

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}. Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Santé à voix haute #.

**S'inscrire.**

**Désinscription**

